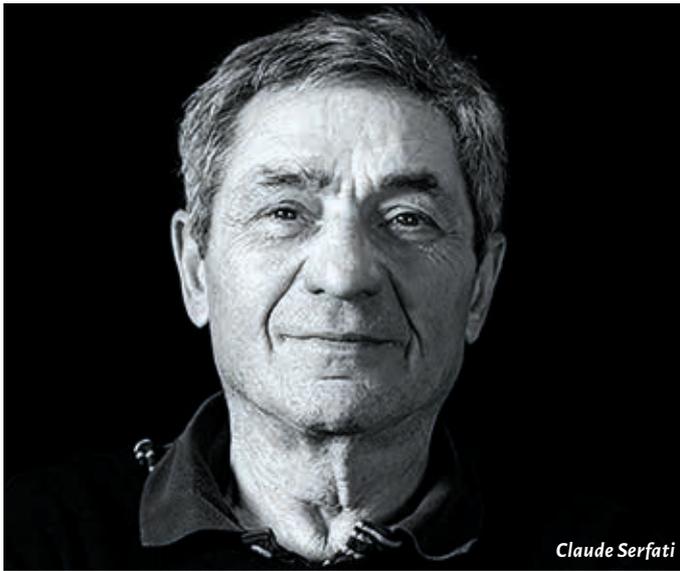


Militarisation de l'Europe

L'euphorie boursière



Claude Serfati, chercheur associé à l'IRES (Institut de Recherches Économiques et Sociales) analyse les mesures annoncées par l'UE en avril 2025 sur le financement des budgets de Défense. Spécialiste de la mondialisation économique et financière, il alerte sur l'engouement des investisseurs financiers pour l'industrie de l'armement.



Claude Serfati

Le plan « *Rearm Europe. Readiness for 2030* » annoncé par la Commission en avril prévoit un financement des budgets de Défense à hauteur de 800 milliards d'euros (soit environ 4% du PIB de l'UE). Il contient trois mesures principales :

a) Un nouvel instrument financier inspiré de celui créé en 2020 pour faire face à l'arrivée du COVID-19. Il prévoit des prêts d'un montant total de 150 milliards d'euros à des conditions préférentielles afin de permettre aux États de renforcer leurs capacités militaires et de collaborer aux programmes d'armement dans les systèmes de défense antimissile, d'artillerie, de drones, etc. Les États-membres doivent s'engager à acheter des systèmes d'armes dont au moins 65% des composants viennent d'Europe, y compris d'Ukraine.

b) La Commission encourage les États-membres à augmenter les financements publics de la Défense en levant la clause qui limite les déficits budgétaires à 3%. Cette estimation fondée sur l'hypothèse que les États augmenteront leurs dépenses militaires d'un montant équivalent à 1,5% de leur PIB (par exemple pour la France, passer de 2% à 3,5% de dépenses militaires/PIB).

c) La Commission recommande à la Banque européenne d'Investissement d'assouplir considérablement les conditions de prêts aux entreprises d'armement, ce qui signifie en pratique de cesser de placer les armes dans la catégorie des produits nuisibles. Les banques pourront donc désormais prêter aux « marchands de canons » et invoquer en même temps le « développement soutenable ».

La militarisation de l'Europe est donc un objectif partagé par la Commission et presque tous les gouvernements. Toutefois, la répartition des financements prévue par la Commission confirme

qu'ils reposeront principalement sur les États-membres, puisque selon les traités européens, la politique de Défense relève de leurs compétences. Les systèmes militaro-industriels des pays les plus puissants vont donc se renforcer. Aujourd'hui, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Pologne réalisent 70% des dépenses militaires de l'UE. La concentration des dépenses consacrées aux innovations technologiques militaires est même encore plus forte : la France et l'Allemagne réalisent 80% des dépenses de recherche-développement de tous les États-membres !

On est donc bien loin d'une Europe de la Défense intégrée, souhaitée par la Commission et jugée vitale dans le rapport sur l'avenir de la compétitivité européenne rédigé par Mario Draghi (2024). Elle serait, paraît-il, fondée sur « l'autonomie stratégique », une notion faussement attribuée à Emmanuel Macron alors qu'elle était déjà abondamment mentionnée dans un document de juin 2016 définissant la stratégie de politique étrangère et de sécurité de l'UE. L'accord verbal sur « l'autonomie stratégique » est d'autant plus facile à réaliser que chaque État-membre lui donne le contenu qu'il souhaite, en particulier en ce qui concerne l'intensité des relations avec les États-Unis et elle laisse de toute façon la France poursuivre ses aventures néocoloniales en Afrique. De plus, le consensus sur l'autonomie stratégique ne soulève guère d'opposition puisque tous les pays, y compris la France, conçoivent l'émergence d'une Défense européenne comme un « pilier européen de l'OTAN », autrement dit sous domination états-unienne.

Les marchés financiers sont comblés

La militarisation de l'UE ne date pas de 2025, puisqu'entre 2014 et 2024, les États-membres ont augmenté leurs dépenses de défense de + 50% et celles-ci ont atteint en 2024, le montant de 326 milliards d'euros (dont 102 consacrés aux dépenses d'équipement en armes). Le plan proposé par la Commission prolonge donc cette tendance haussière solidement installée.

C'est ce qui explique que, comme son homologue outre-Atlantique, l'industrie européenne d'armement est engagée dans une remarquable croissance. Les effectifs de l'industrie aéronautique et de Défense européenne (Grande-Bretagne incluse) sont passés de moins de 800 000 salariés en 2012 à plus d'un million en 2023. Son chiffre d'affaires est passé de 200 à 290 milliards d'euros au cours de la même période dont plus de la moitié est réalisée par la Défense (source : ASD 2024).

Au cours des années 1990, l'industrie de Défense a été transformée par le changement de gouvernance des entreprises qui a donné la priorité à la « création de valeur pour l'actionnaire », un slogan qui témoigne de la domination du capital financier. Contrairement à une légende véhiculée par les économistes dominants qui ont vanté une mondialisation inclusive et pacifique, les



marchés financiers ne sont pas effrayés par la militarisation. Depuis les années 2000, ils ont même transformé les augmentations de dépenses militaires et les conflits mondiaux en opportunités pour valoriser leur capital. La valeur de l'indice boursier composé des dix grandes entreprises de l'aéronautique et de la Défense européennes (Airbus, trois britanniques, deux françaises, deux allemandes, une italienne et une suédoise) a augmenté de 281% au cours des cinq dernières années contre 66% 'seulement' pour l'ensemble des grands groupes cotés en Europe (source Stoxx).

Ainsi, l'engouement des investisseurs financiers (fonds de pension, fonds d'assurances, fonds spéculatifs, etc.) pour le militarisme fournit également les munitions financières aux groupes de l'armement pour le renforcer.

Conclusion

Les menaces exercées par l'impérialisme russe emmené par Poutine non seulement sur l'Ukraine ¹ mais aussi sur l'UE, en particulier sur les États limitrophes, sont bien réelles. Tout autant que la volonté de Trump de s'appropriier les ressources minérales de

l'Ukraine dont la Russie s'est déjà appropriée environ le tiers. La politique militariste de l'UE s'inscrit à sa manière dans le même effort pour perpétuer un ordre géopolitique et économique international profondément inégalitaire. Le double standard dans l'attitude de l'UE vis-à-vis des agressions de la Russie et d'Israël en est un témoignage éclairant. L'UE renforce sa collaboration économique avec Israël et elle en est le deuxième fournisseur d'armes. Ce ne sont plus seulement les ONG, ce sont la Cour de justice internationale (ONU) et la Cour pénale internationale qui rendent compte des risques de génocide commis par Israël. Josep Borrell, ancien haut représentant de l'Union européenne déclare : « Le soutien inconditionnel de l'Europe à Israël risque de nous rendre complices de crimes contre l'humanité » (*Le Monde*, 29 avril 2025). Une mise à jour tragique de la dimension de la militarisation de l'UE.

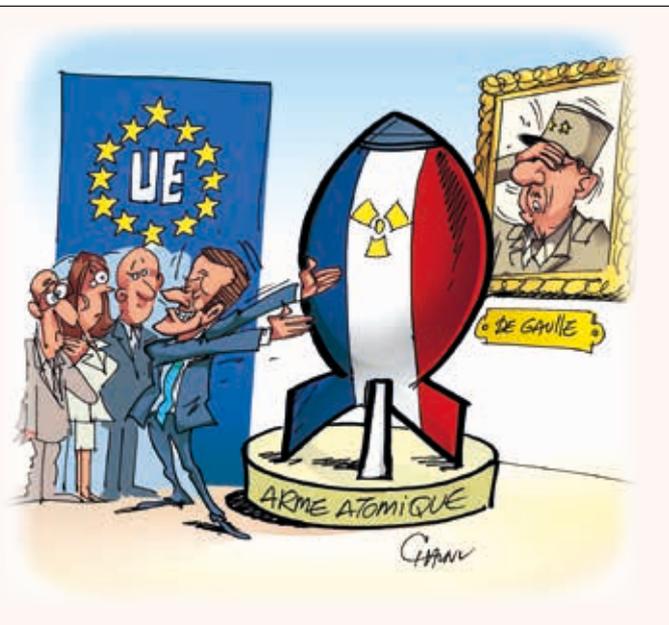
Claude Serfati

¹ Sur ces questions, voir Claude Serfati, *Un monde en guerres*, chapitre 2 : « Les ambitions dominatrices de l'Union européenne », Textuel, Paris, avril 2024.

La France moteur du militarisme européen

Les gouvernements français ont toujours considéré l'Europe comme un tremplin pour la « projection de puissance » de la France. Ils ont en effet longtemps affirmé qu'elle disposait d'un « avantage comparatif » dans le domaine de la Défense, grâce à l'arme nucléaire, l'existence d'un corps expéditionnaire rôdé par une centaine d'interventions militaires en Afrique et ailleurs (par exemple dans les territoires d'Outre-mer) et grâce à une industrie d'armement « que le monde entier nous envie ».

Ces ambitions ont été progressivement revues à la baisse. D'une part, le recul de la France en Europe sur le plan économique a accéléré depuis les années 2000 ce qui entraîne un affaiblissement notable de son influence politique. D'autre part, la débâcle au Sahel et la guerre en Ukraine ont montré les limites des prétentions de l'appareil militaro-industriel de la France à constituer la colonne vertébrale d'une incontournable défense européenne. Une consolation : la spécialisation internationale de l'industrie française se traduit par une surreprésentation dans les programmes à finalité militaire qui ont été mis en place par la Commission au cours des dernières années.



Délégués à l'ONU, à Hiroshima

Deux adhérents du Mouvement de la Paix témoignent

Fabien Lombardo et Noëlle Canadell qui ont participé à plusieurs délégations internationales du Mouvement de la Paix témoignent de leur importance : découvertes de cultures différentes, rencontres toujours passionnantes, émouvantes, stimulantes qui ont renforcé leur engagement pour un monde sans armes nucléaires.

Le Comité de Paix des Pyrénées-Orientales a participé comme observateur avec le Mouvement de la Paix national à la révision du Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires – TNP – à l'ONU à Genève en 2008 et à New York en 2005 et 2010.



Enthousiasme de Fabien, jeune militant de la Paix

« Pour moi », dit Fabien Lombardo, membre de ce comité, « le premier grand voyage d'un gamin de 20 ans en mai 2005 à New York à l'ONU ! Impressionné par la visite du bâtiment et sensible à la politique, dans la salle du Conseil de Sécurité j'ai pensé "Là s'élabore la politique du monde". Quel étonnement à croiser dans un couloir Kofi Annan, alors Secrétaire général des Nations Unies, quelle liberté à intervenir dans notre délégation ! Ainsi une quinzaine d'entre nous rencontrent l'ambassadeur de France aux USA qui s'obstine à défendre la dissuasion nucléaire malgré nos observations. C'était plein de choses qui prenaient subitement chair. Quant à New-York, j'ai été si emballé que j'ai voulu que Marie, ma femme, la connaisse, ONU comprise ».

En août 2005, au Japon : découverte à 100%, choc des cultures. Avec le jumelage de la ville de Perpignan à Hanovre jumelée aussi à Hiroshima, une vingtaine de Français - deux de Perpignan dont moi, Fabien, du Mouvement de la Paix - et de jeunes Allemands, nous participons au 50^e anniversaire du bombardement d'Hiroshima. Dès l'atterrissage à Osaka, j'en ai plein les yeux de tout ce Japon. Mais au Mémorial Park d'Hiroshima, c'est la claque : je connaissais beaucoup de photos mais voir ces objets réels au Musée, quel impact ! Nous donnons une grue géante en origami et des messages d'écoliers aux étudiants d'Hiroshima. La rencontre avec les Hibakusha fut poignante : pendant deux heures de leur récit, pas de rancœur, pas de haine, des messages de Paix, des messages humains primaient.

Une moisson d'enseignements pour Noëlle

Ma participation avec Jean-Claude Garnier et Jean-Pierre Kaminker à Genève -révision 2008 du TNP- à la délégation nationale du Mouvement de la Paix : à l'arrivée devant le long bâtiment de verre de l'ONU, je découvrais une gigantesque chaise au 4^e pied coupé : symbole de guerre, des nécessaires désarmements et élimination des mines anti-personnel. Beaucoup de débats en séance plénière, de rencontres de notre délégation ou en petits groupes avec des hommes politiques, des représentants d'État : Michel Rocard est partisan du désarmement, l'Ambassadeur de Turquie ment comme un arracheur de dents quand il nie la présence de bases américaines dans son pays, l'Ambassadrice mexicaine nous assure que le Mexique milite avec d'autres États d'Amérique latine pour que leur continent soit reconnu exempt d'armes nucléaires. "Aidez-nous, affirme-t-elle, vous, les pacifistes, faites pression..." Que d'enseignements découverts !

En 2010, Jean-Claude Garnier et moi partons à New York pour la révision du TNP à l'ONU. Très nombreux comités du Mouvement de la Paix. Nous étions proches des Bouches du Rhône avec Régine Minetti, si regrettée. Avec eux un fort contingent de cheminots CGT de la gare Saint-Charles. Beaucoup de bienveillance entre délégués et avec les dirigeants nationaux, Pierre, Édith, Yves-Jean. La modernité du siège onusien, l'immensité sphérique de sa grande salle m'ont frappée. Comme la diversité des ambassadeurs présents. Comme le plaidoyer du représentant iranien sur leur volonté d'utilisation pacifique du nucléaire civil (?). Comme l'engagement de la Croix Rouge Internationale contre les armes atomiques. Je me souviens de la gravité précise et sereine des Hibakusha à la tribune. Leur groupe fourni avait porté des dizaines de milliers de signatures pro-élimination. Ils ont pris part, certains en costume japonais, à l'immense manifestation pacifiste et anti-nucléaire qui a défilé toute une après-midi dans les avenues de New-York. Les Américains, anciens de la guerre du Vietnam, marchaient aussi et les trottoirs étaient noirs de monde.

Ma participation à ces délégations a confirmé mon engagement pacifiste, humaniste : pour moi, l'ONU est un indispensable creuset de débats et d'échanges où un État égale une voix ; c'est en son sein que les armes nucléaires ont été limitées, contrôlées et maintenant interdites !

Noëlle Canadell